

En moyenne, les cultivateurs qui se consacrent exclusivement à l'industrie laitière dans le nord de l'Ontario gagnent assez bien leur vie. Pourtant, leur région fait partie de celles où se pose le problème des petites fermes. Évidemment, les marchés pour le lait entier, dans le centre de l'Ontario septentrional, sont plutôt limités, de sorte que le dilemme ne se trouve réglé que pour un petit nombre.

Nous avons trouvé qu'une production agricole de \$5,000 par personne devrait donner un revenu ouvrier de \$1,000 ou un revenu pour le travail et le capital (revenu de ferme) d'environ \$2,500 par année. Le cinquième de 386 cultivateurs atteint ce niveau ou le dépasse.

Les fermes les plus payantes sont grandes; peu ont moins de 300 acres. Compte tenu d'une proportion normale de terre moins favorable, ces dernières comportent au moins 200 acres adaptées, dont 100 acres sont consacrées à la culture et au foin.

La part de la main-d'œuvre est importante. Chaque homme s'est occupé d'environ 70 acres de culture et de foin et de 70 têtes de bovins de toute taille, ou l'équivalent en autres animaux. Cela donne 138 acres adaptées et 37 bêtes de bétail ou un total de 289 unités de travail par homme.

Ces chiffres sont un peu au-dessus de la moyenne pour tout l'Ontario.

Le capital utilisé dépassait la moyenne. Le bœuf présente comme problème celui d'être de roulement lent. Il est plutôt difficile d'en tirer un bon revenu.

La production agricole a égalé la mise de fonds après quatre années d'exploitation, à comparer avec six années pour les 386 fermes étudiées. Un bon roulement du capital prend moins de trois ans dans d'autres genres d'entreprises agricoles.

L'utilisation du capital est amélioré par: a) l'usage de fermes moins coûteuses pour l'élevage des vaches et des veaux; b) l'achat de bovins d'embouche; c) plus d'entreprises secondaires. Autrement dit, on ne compte pas trop sur l'élevage du bœuf de boucherie.

Le revenu ne provenant pas de l'élevage du bœuf était important. Dans toutes les fermes, 75 p. 100 de tous les bestiaux étaient des bovins de boucherie, alors que, dans les plus fructueuses, les deux tiers seulement étaient constitués par le bœuf de boucherie et le revenu provenait du lait, des porcs, des volailles, des terres en culture, et le reste, dans la proportion de 54 p. 100.

Les fermes spécialisées dans l'élevage du bœuf de boucherie et tirant de cet élevage plus de 85 p. 100 de leur revenu ont obtenu le revenu moyen, même si elles ont réduit, les cultures et la main-d'œuvre; mais les terres et les mises de fond étaient sensiblement plus grandes.

Les fermes du nord qui produisent des animaux mi-gras ont obtenu le revenu moyen avec une superficie beaucoup plus grande, mais moins coûteuse, et avec moins de main-d'œuvre. Cependant, les recettes des meilleures d'entre elles ont été limitées par les inconvénients attachés à la production autre que celle des bovins de boucherie.

Dans les fermes d'élevage du bœuf de boucherie, le revenu par acre pour le travail et la mise de fonds est d'environ \$15, pour le bœuf, en comparaison de \$30 pour le lait transformé et de \$60, pour les porcs et le lait entier.

Le PRÉSIDENT: Vous avez si bien épuisé le sujet que nous avons du mal à trouver des questions à poser. J'en aurais cependant une, M. Patterson. Est-ce que, en Ontario, on recourt dans une certaine mesure aux dispositions de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles? Cette loi y est-elle de quelque utilité?

M. PATTERSON: On y recourt beaucoup. C'est une question fort à propos. D'autre part, quant à savoir si la loi est de quelque utilité, c'est une autre affaire, car elle a contribué à nous placer dans la situation dont un sénateur a